

Rapport d'activités 2025



Discrimination
en ligne

Mobilisation

Défense des libertés
démocratiques

Boîte à outils

ÉDITO DES ADMINISTRATEUR·RICES

2025 restera une année charnière. Charnière pour VoxPublic, d'abord, qui a entamé cette année sous le signe d'un renouveau dans la continuité, avec la passation de direction entre Jean-Marie Fardeau, délégué national depuis les origines de l'association, et Erika Campelo, qui lui a succédé le 2 janvier. Charnière pour la démocratie, ensuite, tant les menaces contre les libertés, la société civile et l'État de droit se sont accumulées avec une intensité inédite, en France comme à l'échelle européenne.

Une passation, un cap maintenu

Il y a quelque chose de particulier dans le fait de changer de capitaine par gros temps. Jean-Marie Fardeau a lancé VoxPublic en 2016 avec une conviction chevillée au corps : la société civile mérite un appui professionnel, stratégique, pour peser réellement sur les politiques publiques et défendre les droits. Neuf ans plus tard, ce pari est tenu. VoxPublic est reconnue, sollicitée, ancrée dans de multiples réseaux d'organisations, en France et en Europe.

La passation avec Erika Campelo s'est faite dans la clarté et la sérénité. Ce que nous tenons à dire ici, c'est que la direction change mais la boussole reste la même : accompagner les organisations qui luttent contre les injustices, renforcer leur pouvoir d'agir, et faire en sorte que la voix des associations et des collectifs citoyens pèse là où les décisions se prennent.

Un contexte qui exige encore plus de nous

2025 n'a pas été une année ordinaire. En France, les attaques contre les associations, leurs financements, leur liberté d'expression, leur droit à défendre des causes progressistes, se sont multipliées. En Europe, la montée des gouvernements autoritaires, les tentatives de museler la société civile (le projet de loi hongrois sur la « transparence de la vie publique » en est l'exemple le plus frappant), et la dérive de plusieurs plateformes numériques ont constitué autant d'alertes que nous ne pouvons ignorer.

C'est dans ce contexte que le rapport annuel du réseau Liberties, auquel VoxPublic contribue aux côtés de 43 organisations de 21 pays européens, a documenté, « la persistance des violations et la détérioration générale de l'État de droit dans l'Union européenne ». Un constat sévère, mais nécessaire. Car nommer ce qui recule, c'est déjà résister.

Face à cette situation, VoxPublic a choisi non pas de se replier, mais d'intensifier ses activités. Intensifier les accompagnements, les alliances, les prises de parole collectives. Intensifier aussi notre propre capacité à renforcer la société civile, à former des défenseur·es des droits humains, à fournir aux associations les outils et les cadres collectifs dont elles ont besoin pour agir.

Une année riche en actions et en victoires

2025 aura été l'année de la plainte collective contre X, déposée en juillet avec huit organisations européennes

auprès de l'ARCOM et de la Commission européenne pour violation du règlement européen sur les services numériques (DSA). C'est une action emblématique de ce que VoxPublic sait faire : créer les conditions d'une riposte collective, coordonner, documenter, et frapper là où l'effet peut être significatif.

Alors même que les plaintes contre la police augmentent, l'association Flagrant déni a rendu publique une enquête révélant les rouages systémiques de l'impunité policière. VoxPublic a été aux côtés de Flagrant déni pour donner un éclairage médiatique à leur enquête et les manquements de la « police des polices », afin de faire évoluer la législation et de transformer les pratiques.

Ce fut l'année de l'Assemblée populaire contre les injustices, à Grenoble les 13 et 14 juin, où plus de cinquante collectifs, venus de toute la France et de Belgique, se sont rassemblés pour porter ensemble leurs revendications sur le logement et les discriminations. Une mobilisation que VoxPublic avait contribué à préparer pendant plus d'un an.

Ce fut enfin l'année de la newsletter « Big Tech et discriminations », lancée en mars, pour décrypter l'actualité sur le rôle des plateformes dans la propagation de la haine et des discriminations. Un chantier devenu incontournable à l'heure où les décisions d'Elon Musk, de Mark Zuckerberg ou de Peter Thiel ont des effets directs sur la vie de nos organisations et de nos militant·es, et menacent la démocratie et l'État de Droit.

Ce qui nous anime, toujours

VoxPublic reste convaincue que les associations et les collectifs citoyens sont des acteurs irremplaçables de la vie démocratique. Ils documentent, dénoncent, forment, organisent, plaident. Ils font le travail long, souvent ingrat, parfois risqué, qui consiste à faire avancer les droits malgré les vents contraires.

Notre rôle, c'est de rendre ce travail plus efficace. En leur apportant des savoir-faire en matière de plaidoyer, de stratégie médiatique, de contentieux ou de mobilisation numérique. En animant des réseaux qui permettent aux organisations de ne pas agir seules. En produisant des outils : annuaires, fiches méthodologiques, guides, plateformes, qui abaissent les barrières à l'action.

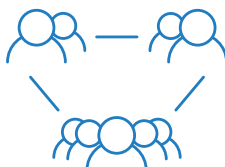
2025 nous a rappelé que cet appui n'est pas un luxe. Il est une nécessité. Et nous sommes fier·es d'avoir été là, à chaque moment où nos partenaires avaient besoin de nous.

2025, VOXPUBLIC EN ACTION

Pilier 1 Accompagner le plaidoyer



+15
actions
d'interpellation



3
nouveaux
partenariats lancés



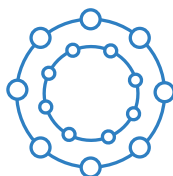
2
plaintes déposées
(Commission européenne
et ARCOM)

**25 000 mails envoyés aux député-es
en une seule campagne d'interpellation !**

Pilier 2 Animer la société civile



+ de 250
organisations impliquées



3
réseaux animés



8
rencontres
inter-associatives

Pilier 3 Agir en Europe et dans les médias



3
réseaux européens



+ de 20
activités de
médiation
(médias nationaux
et locaux)



+ 100
organisations
signataires de la
tribune sur l'IA

**Condamnation de la France par la CEDH
(victoire sur les contrôles au faciès)**

FRISE CHRONOLOGIQUE

JANVIER

Nouvelle direction, même cap

Erika Campelo prend la direction de VoxPublic au 2 janvier 2025, succédant à Jean-Marie Fardeau — une transition préparée de longue date pour garantir la continuité des missions.

Publication des fiches actions

«Mobilisations contre l'extrême droite»

Le 23 janvier, VoxPublic publie trois fiches actions issues du travail collectif d'une quarantaine de personnes — associations, syndicats, militant-es — pour tirer le bilan des actions 2024 et préparer les municipales 2026.

FÉVRIER

Tribune au Sommet mondial de l'IA

Le 6 février, VoxPublic publie un communiqué de presse à l'occasion du Sommet mondial de l'IA, coordonné avec une centaine d'ONG, dénonçant les angles morts du sommet sur les droits fondamentaux.

MARS

Rapport Liberties 2025

Le 18 mars, VoxPublic publie sa contribution au rapport annuel Liberties sur l'État de droit dans l'UE, documentant la régression démocratique en France dans le cadre d'une analyse menée par 43 organisations de 21 pays.

AVRIL

Document inter-associatif : un an après la loi Asile et Immigration

Publication d'un bilan inter-associatif, coordonné par VoxPublic, sur les droits bafoués depuis l'adoption de la loi Asile et Immigration, avec un communiqué de presse commun.

MAI

Attaques contre les ONG européennes : appel commun

Publication d'un appel collectif dénonçant les attaques sans précédent contre les ONG dans l'UE, co-signé par des dizaines d'organisations européennes.

JUIN

Assemblée populaire contre les injustices à Grenoble

Les 13 et 14 juin, l'Assemblée populaire contre les injustices réunit plus de 50 collectifs venus de toute la France et de Belgique à Grenoble, à l'initiative de la Fondation pour le Logement des Défavorisés.

Condamnation historique de la France par la CEDH

Le 26 juin, la Cour européenne des Droits de l'Homme condamne la France pour un contrôle d'identité discriminatoire par la police — une première historique dans ce dossier suivi depuis des années par VoxPublic.

JUILLET

Plainte DSA collective contre X

Le 15 juillet, VoxPublic et 8 organisations (AI Forensics, CDT Europe, Entropy, EDRI, GFF, Global Witness, Panoptikon, Bits of Freedom) déposent une plainte officielle auprès de l'ARCOM et de la Commission européenne pour violation de l'article 26(3) du DSA par X. Large couverture médiatique : Le Monde, L'Usine Digitale, Boursier.com, Boursorama, Investing.com.

AOÛT

Université d'Été des Mouvements Sociaux

VoxPublic participe et co-anime des ateliers à l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités, dont un atelier avec Ritimo, Echap et Féministes contre le cyberharcèlement sur les discriminations en ligne.

SEPTEMBRE

Lancement de la plateforme «Résistance Démocratique»

VoxPublic lance resistance-democratique.org, un espace collaboratif de partage et mutualisation des ressources pour défendre les valeurs démocratiques face aux idées d'extrême droite.

OCTOBRE

Entretien Civitates sur la plainte contre X

Le 2 octobre, Erika Campelo et Thomas Renaux sont interviewés par Civitates sur la plainte contre X et les stratégies de contentieux numérique.

NOVEMBRE

Conférence de presse Flagrant déni — rapport sur l'impunité policière

Le 18 novembre, VoxPublic co-organise et anime la conférence de presse de Flagrant déni, qui dévoile son enquête inédite sur le traitement judiciaire partial des violences policières et la délinquance policière.

DÉCEMBRE

Tribune sur l'invisibilisation des associations féministes sur Meta

Le 17 décembre, VoxPublic coordonne et signe une tribune collective dénonçant l'invisibilisation des associations féministes sur Meta — qualifiée de «choix politique» et non de bug technique.

DISCRIMINATION EN LIGNE

VoxPublic vs Big Tech : une année de lutte contre les discriminations et la haine en ligne

Depuis 2023, VoxPublic mène un projet visant à dénoncer la responsabilité des plateformes de réseaux sociaux dans la montée des discriminations, de la violence et de la haine en ligne. Objectifs : faire respecter les droits, et faire pression sur les géants du numérique pour qu'ils modifient leurs pratiques. Cette action est structurée autour d'un réseau rassemblant une quarantaine d'organisations, aussi bien des associations spécialistes de la tech, que des associations spécialisées dans la lutte contre les discriminations. Engagées pour la justice sociale et environnementale, elles portent collectivement de nombreux projets : plaidoyer, contentieux, sensibilisation, création de ressources, rencontres...

En 2025, VoxPublic a poursuivi son travail pour aider la société civile à mieux s'appropriier les enjeux numériques et de tech, parfois difficiles à saisir. Avec sa newsletter mensuelle « Big Tech et discriminations », VoxPublic décortique l'actualité sur l'effet des réseaux sociaux ou de l'intelligence artificielle sur les discriminations et la haine en ligne, pour informer de façon claire et accessible. A chaque fois, un sujet « tech » est abordé sous le prisme des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. La newsletter permet aussi de retrouver les dernières actualités sur les plateformes et le travail des associations, les ressources produites et les événements à ne pas manquer.

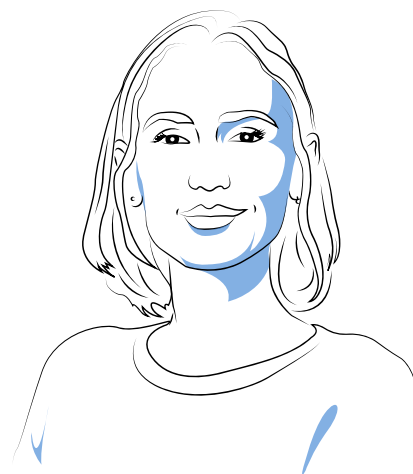
Fin août, VoxPublic a participé à l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités, et proposé avec Féministes contre le cyberharcèlement, Ritimo et Echapp, un atelier sur la manière dont les réseaux sociaux alimentent les discriminations et deviennent un danger pour la démocratie et les droits fondamentaux. Les participant-es en ont appris plus sur leur fonctionnement, et les conséquences sur les personnes et les discriminations. Iels sont repartis avec des conseils et outils pour se protéger.

Le Règlement européen sur les services numériques, un texte clé pour nos droits !

Le Règlement européen sur les services numériques (Digital Services Act, ou DSA), est un texte qui encadre les pratiques des plateformes en ligne. Même s'il reste imparfait, il encadre et impose des obligations aux plateformes... qu'elles ne respectent pas toujours ! En 2025, VoxPublic s'est réellement emparé de ce texte pour lutter contre les discriminations et protéger la démocratie.

En juillet, VoxPublic et huit associations européennes ont porté plainte contre la plateforme X (ex-Twitter) détenue par Elon Musk, parce que son système publicitaire enfreint le DSA. En juin, AI Forensics révélait dans un rapport que X permet à des annonceurs de faire du ciblage et de l'exclusion des utilisateur·rices sur la base de données dites « à caractère sensible », telles que l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les croyances religieuses et philosophiques, les opinions politiques, un traitement pourtant prohibé. X a permis à de grandes entreprises (Shein, Total Energies, McDonald's...), des institutions et quelques associations de le faire. Cette plainte a été déposée devant la Commission européenne et trois institutions nationales chargées de faire appliquer le DSA (l'Arcom en France, et les régulateurs allemand et néerlandais).

Le DSA, c'est un texte nouveau, qui n'est intégralement appliqué que depuis 2024. Encore assez peu connu et mobilisé par la société civile, il peut pourtant lui être utile : le numérique et les réseaux sociaux touchent tous les sujets sur lesquels les associations travaillent ! En novembre, VoxPublic et Amnesty International France ont organisé une demi-journée pour les associations, afin qu'elles comprennent mieux ce qu'est le DSA et comment elles peuvent s'en saisir, en présence de la Commission européenne et de l'Arcom. Un temps stratégique a aussi permis aux associations de formuler des recommandations de plaidoyer pour une meilleure application du DSA et plus de transparence.



Fidèle aux principes d'inclusivité et de diversité de VoxPublic, l'espace Big Tech et discriminations a favorisé la rencontre et les échanges entre acteur·rices de tous horizons. Au regard de l'impact des Big Tech sur nos droits, cet espace de réflexion et d'actions collectives est plus que jamais nécessaire.



Katia Roux,
Amnesty International

LE RÉSEAU ASILE ET IMMIGRATION



L'année 2025 a débuté avec une conférence de presse inter-associative pour présenter le bilan de la première année de mise en œuvre de la loi Darmanin. Plusieurs représentant·es d'organisations composées de personnes exilées ont pris la parole pour présenter ce bilan, préparé collectivement. Retrouvez la revue de presse de cet événement !

VoxPublic a continué le travail de coordination de l'espace « asile et immigration », qui regroupe plus de 80 organisations. Deux demi-journées de travail ont ainsi été organisées durant l'année et ont permis la mise en place de groupes de travail sur les questions de plaidoyer et de stratégies de communication.

VoxPublic a poursuivi ses partenariats avec l'association 1000 Parcours, pour une meilleure prise en charge des femmes exilées, victimes de violences sexuelles et génitales ; avec l'ANVITA pour sensibiliser des élu·es locaux·ales sur les risques et conséquences des attaques de l'extrême droite contre des projets d'accueil.

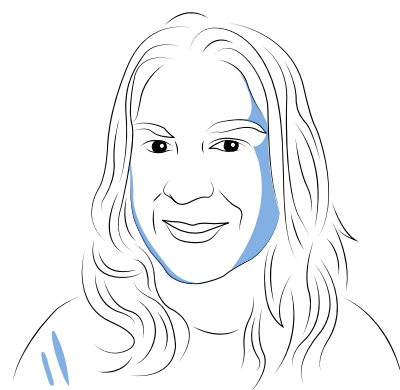


MOBILISATION

L'Assemblée populaire contre les injustices : mobilisé·es à Grenoble !

L'Assemblée populaire contre les injustices (API) est un événement qui s'est tenu à Grenoble les 13 et 14 juin, dans le quartier Saint-Bruno. Porté et animé par plus de cinquante collectifs venus de toute la France et de Belgique, concernés par le mal-logement, la précarité, les discriminations et les politiques excluantes, et aux côtés de la Fondation pour le Logement des Défavorisés, le rassemblement voulait « dénoncer la ville qui exclut » et mettre en avant des actions collectives porteuses de sens. Pendant plusieurs mois, VoxPublic a accompagné la préparation de cette Assemblée, et formé les collectifs au porte-parolat, aux relations avec les médias et à la communication digitale. L'API est née au sein du programme Capacitation de la Fondation pour le Logement.

La mobilisation a débuté le vendredi 13 juin avec une conférence de presse portée par les collectifs, couverte par plusieurs médias dont l'AFP, France 3 ou le Dauphiné Libéré. Le samedi, de très nombreuses activités ont eu lieu, en commençant par la « marche du vide » en fanfare pour dénoncer les bâtiments inoccupés et mettre en lumière des initiatives inspirantes. La programmation de l'après-midi était riche, multi-thématique et relevait de problématiques systémiques : jeunesse, logement, alimentation, droits, lutte des locataires, ville inclusive, capitalisme, oppression raciale. Les activités, notamment artistiques, ont réuni des dizaines de personnes : causeries publiques, scène ouverte avec parade des toutous, prestations musicales, tapis rouge des injustices, théâtre forum, prises de parole, mais aussi atelier de fabrication pin's, atelier graff, cabines téléphoniques d'écoute de podcasts, garage d'échange de pratiques, ateliers pour enfants, jeux détournés, expositions, plateau radio et projections de films tournés par des collectifs. Les collectifs et la Fondation pour le Logement ont revendiqué l'ambition de construire un mouvement durable et ancré dans les réalités vécues par les participant·es. Collectivement, les participant·es ont insisté sur la nécessité de reconnaître les savoir-faire et récits des personnes précarisées, en plaçant celles-ci au centre des dynamiques et des décisions. L'Assemblée populaire contre les injustices est un processus, la seconde édition est prévue pour 2026 !



« Avec Capacitation, on s'est lancé·es dans cette idée un peu folle d'une Assemblée populaire contre les injustices à Grenoble. On voulait être visibles, on voulait être sur la place publique, on voulait « faire savoir » et montrer nos savoir-faire. Vox Public nous a accompagné sur ce chemin, on a monté notre première conférence de presse, on était fièr·es ! »

Claire,
Unipopia

RÉSISTANCE DÉMOCRATIQUE

comprendre, créer, s'organiser

COMPRE

ONS

À PROPOS

Direction les municipales : la société civile mobilisée contre les idées d'extrême droite

La plateforme Résistance Démocratique

Lancée en septembre 2025, Résistance démocratique est une plateforme participative dont l'objectif est de défendre la démocratie face aux idées d'extrême droite. C'est un espace collectif de partage et de mutualisation des ressources produites par les associations, les syndicats et les personnes engagées pour défendre les valeurs démocratiques et les libertés face aux idées d'extrême droite, et celles et ceux qui en font la promotion. Le site est collaboratif : dans chaque rubrique, un formulaire permet aux utilisateur·ices de proposer des ressources, qui sont ensuite validées puis publiées par VoxPublic.

VoxPublic aux côtés des Francas pour les municipales 2026

Dans la perspective des élections municipales de mars 2026, la Fédération nationale des Francas et VoxPublic ont conclu un partenariat en août 2025. Les deux organisations partagent une vision émancipatrice de la participation collective à la vie politique de tous les habitant·es de façon indiscriminée, dans un objectif de promotion des valeurs démocratiques.

Les élections municipales de mars 2026 ont représenté un moment particulièrement important, compte tenu de l'implantation territoriale des Francas, pour défendre leur projet en matière d'éducation populaire, d'accès aux savoirs, de politique locale pour la jeunesse et de promotion des droits de l'enfant.

Ce partenariat visait à renforcer les capacités des militant·es des Francas à s'emparer de ces enjeux, à travers une démarche de plaidoyer politique local et de mobilisation. VoxPublic a accompagné les Francas sur l'accompagnement stratégique du plaidoyer municipal ainsi que sur la formation et capacitation de ses militant·es.

LA RENCONTRE DE JUILLET

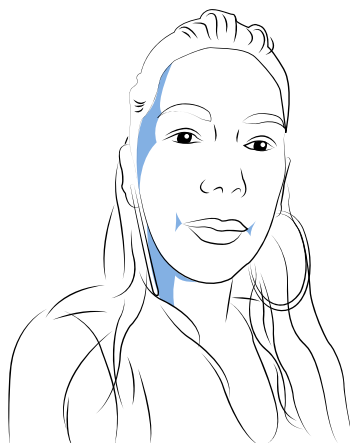
À l'initiative de VoxPublic, une trentaine d'organisations de la société civile ont participé à une journée de travail en juillet 2025, pour échanger sur les actions à mener pour protéger la démocratie dans un contexte politique instable et dégradé. Des ateliers ont aussi permis de partager des réflexions et questionnement sur les initiatives à mettre en place dans la perspective des élections municipales.

Suite à cette réunion, plusieurs groupes de travail ont été lancés et se sont poursuivis durant toute l'année : un groupe avec SOS Méditerranée et Médecins du Monde a mis en place un cycle de formation sur la gestion des vulnérabilités et des risques pour les associations et un autre a lancé un travail de bilan sur les associations dans les communes déjà tenues par l'extrême droite.

Réseau Mobilisation et Elections

VoxPublic a continué de coordonner durant toute l'année 2025 l'espace « Mobilisation et Elections », un réseau qui regroupe une centaine d'organisations. Parmi les activités principales du réseau, les associations se retrouvent au cours d'une réunion mensuelle qui a pour but de partager des informations et actualités, d'identifier des besoins des organisations, ainsi que d'élaborer des stratégies collectives.

De nombreuses initiatives sont nées de ce réseau en 2025 : la note inter-associative sur la gestion des municipalités par le RN citée plus haut. De même, les guides pratiques publiés en 2025 « Face à la montée des idées d'extrême droite, quelles stratégies de communication pour diffuser un contre-récit plus positif et tenter de reprendre en main l'agenda médiatique ? » et « Mener la bataille dans les territoires contre l'influence des idées d'extrême droite : former et mobiliser les militant-es en vue des municipales 2026 » sont issus du travail des organisations de ce réseau, et ont été le fondement des stratégies communes en vue des élections municipales de 2026.



«

Vox Public a été l'une des premières organisations qui a cru en notre projet. VoxPublic nous a mis en relation avec des organisations françaises et internationales avec qui nous travaillons aujourd'hui. Nous sommes plus riches de connaissances aujourd'hui grâce à ces rencontres, nous avançons, et prenons de la hauteur. Merci VoxPublic !

»

Mélanie Ngoye-Gaham,
REC

Liberties et la société civile européenne : penser et agir en réseau pour la défense de l'État de droit

Liberties est une organisation non gouvernementale européenne, dédiée à la promotion des droits humains au sein de l'UE, qui publie chaque année un rapport sur l'État de droit, la démocratie et les droits fondamentaux. Présenté à la fin du mois de mars 2025, le rapport sur l'année 2024 a été le fruit d'une collaboration avec une quarantaine d'organisations de 22 pays différents, dont VoxPublic. Le rapport 2026, préparé en 2025, a été publié fin mars 2026.

Ces rapports annuels apportent une solide analyse de terrain, et mettent en évidence l'érosion progressive, parfois délibérée, de l'État de droit dans plusieurs pays de l'UE. Ces observations soulignent la nécessité pour les gouvernements de reconnaître et de soutenir activement le rôle essentiel des organisations de la société civile dans le maintien d'une démocratie saine et du respect des droits humains.



DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Défense de l'État de droit et de la démocratie

Impunité policière : VoxPublic aux côtés de Flagrant déni pour la sortie d'un rapport inédit sur la « la police des polices »

Depuis mai 2025, VoxPublic est aux côtés de Flagrant déni pour les accompagner dans leur stratégie de plaidoyer et de communication. L'ONG a publié en novembre 2025 le rapport « Polices des polices en France : pourquoi il faut tout changer », révélant les rouages systémiques de l'impunité policière, avec l'objectif de documenter et de médiatiser les manquements de la « police des polices » (IGPN - Inspection générale de la police nationale - et cellules départementales), afin de faire évoluer la législation et de transformer les pratiques.

La concrétisation de ce partenariat a eu lieu lors de leur conférence de presse, qui s'est tenue le mardi 18 novembre avec l'appui de VoxPublic, pendant laquelle Flagrant déni a dévoilé les résultats de son enquête. La conférence de presse a réuni une représentante du Défenseur des droits, de nombreux journalistes et parlementaires ainsi que des collectifs de victimes et de famille de victimes de violences policières. Plus de 20 articles ont été publiés dans des médias français et internationaux, et le directeur de l'IGPN s'est rendu sur les plateaux télévisés afin de défendre l'institution et annoncer des réformes.

Contrôles au faciès : la condamnation de la France par la Cour européenne des Droits de l'Homme

Le jeudi 26 juin 2025, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a condamné la France pour un contrôle d'identité discriminatoire par la police survenu en 2016, un sujet sur lequel VoxPublic est mobilisée depuis plusieurs années

Une autre procédure judiciaire, que VoxPublic a soutenu sans relâche, avait été lancée le 27 janvier 2021 par six associations pour lutter contre les contrôles au faciès. Ces dernières avaient attaqué l'État français face au manque de mesures prises pour lutter contre les contrôles discriminatoires effectués par les forces de l'ordre, en particulier la police. Depuis la décision du Conseil d'Etat d'octobre 2023, les associations se sont tournées vers des instances onusiennes et attendent notamment une décision du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

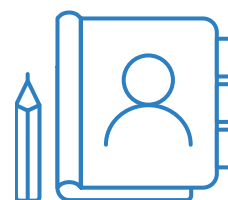
En effet, malgré les nombreuses condamnations et critiques émanant d'instances françaises et internationales, le gouvernement français n'a encore pris aucune mesure pour mettre fin à cette pratique systémique.



BOÎTE À OUTILS

Boîte à outils

En 2025, VoxPublic a continué d'enrichir sa boîte à outils pour aider les associations, ONG et collectifs dans leurs stratégies de plaidoyer. Ces ressources, produites par notre association et en accès libre sur notre site internet, sont précieuses pour les organisations qui souhaitent s'adresser aussi bien aux décideur·ses politiques (parlementaires et cabinets ministériels) qu'aux médias et leurs journalistes.



Boîte à outils, quelques données clés

183 577 visites du site www.voxpublic.org,
ce qui signifie + 67,6 % par rapport à 2024.

Les annuaires libres de VoxPublic ont été téléchargés de nombreuses fois cette année :

- 265 téléchargements des annuaires des député·es
- 139 téléchargements des annuaires des sénateur·rices
- 6 450 téléchargements des annuaires des cabinets ministériels
- 2 144 téléchargements des annuaires des journalistes
- 184 téléchargements des annuaires des organisations de la société civile

Les outils, guides et fiches en 2024

- 3 nouvelles fiches méthodologiques
- 1 fiche bilan, sur la campagne des législatives anticipées de juin 2024.
- 2 guides pour lutter contre la montée des idées d'extrême droite, respectivement téléchargés 234 et 270 fois

La plateforme d'interpellation en 2025

La plateforme d'interpellation des décideur·ses politiques a été un réel succès en 2025, dans la mesure où elle accueille plusieurs nouvelles campagnes. Parmi elles, la campagne de la Coordination Nationale Jeunes Exilé·es en Danger a regroupé à elle seule plus de 25 000 interpellations !



« Cette plateforme d'interpellation nous a beaucoup aidé pour que ce texte soit adopté par l'Assemblée nationale. Elle a permis de faire entendre la voix des citoyen·nes. Elle est simple d'utilisation et très efficace ! »

Angelo Fiore,
Utopia 56



contact@voxppublic.org

www.voxpublic.org

